

Asymétrie et asynchronie dans le développement argentin

Lawrence R. Alschuler

Volume 7, Number 4, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700720ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700720ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Alschuler, L. R. (1976). Asymétrie et asynchronie dans le développement argentin. *Études internationales*, 7(4), 499–515. <https://doi.org/10.7202/700720ar>

ASYMÉTRIE ET ASYNCHRONIE DANS LE DÉVELOPPEMENT ARGENTIN

Lawrence R. ALSCHULER *

I – DÉVELOPPEMENT COMME PROCESSUS INTÉGRAL

Les questions qui se posent quant au développement du Tiers-Monde sont le plus souvent, « développement de quoi ? » et rarement, « développement pour qui ? ». À la première question, on répond par, « croissance industrielle, énergétique, ou agricole », par exemple. À la deuxième question, si on la pose, on répond en signalant les secteurs, classes, régions, ou ethnies de la population qui en bénéficient le plus. Quand on admire « le miracle brésilien » en louant son taux de croissance annuelle de 9% depuis 1967, on devrait aussi remarquer l'inégalité croissante – notamment pour la décennie 1960–1970 les 3,2% supérieurs de la force de travail ont augmenté leur part du revenu national de 27% à 33,1%¹. « Miracle » peut-être, « développement » non. Si, en fin de compte, ce sont les investisseurs étrangers et une petite élite brésilienne qui profitent de la croissance économique, tandis que la vaste majorité voit son revenu diminuer, dans quel sens se justifie le terme « développement national » ?

Pour rendre plus explicite le contenu normatif du concept de « développement », nous enracinons son objectif dans l'humanisation de l'individu. Ceci se traduit approximativement par « la conscientisation », « l'individuation » et « l'évolution morale ». En acceptant l'humanisation comme objectif ultérieur du développement, toutes conditions qui contribuent à cet objectif feront partie du développement. Évidemment, toutes conditions nuisibles à cette fin contribuent au sous-développement. Pour revenir au début de cette critique conceptuelle, deux conditions semblent essentielles pour le développement ainsi défini : la croissance socio-économique et l'égalité². Non seulement le gâteau doit croître mais aussi la répartition des morceaux doit se faire de façon plus égalitaire.

* *Département de science politique, Université d'Ottawa.*

1. A. FISHLOW, « Brazilian Size Distribution of Income », *American Economic Review* 62, n° 2, Papers and Proceedings of 84th Annual Meeting, mai 1972, p. 399.

2. Cette ligne d'analyse du développement a été proposée par J. Galtung, en 1975 ; voir J. GALTUNG *et al.*, « Measuring World Development », *Alternatives – A Journal of World Policy*, pp. 131–158, et pp. 523–555.

Certains économistes se sont déjà lancés à la recherche des stratégies du développement qui combinent la croissance socio-économique avec l'égalité³. Nous pensons contribuer à cette recherche au moyen d'une analyse systématique du cas argentin, un pays qui a expérimenté plusieurs stratégies différentes en une période de vingt ans. Si l'Argentine, en tant que pays le plus industrialisé de l'Amérique latine, représente un cas spécial mais non unique, elle représente aussi en quelque sorte l'espoir de la région. Ce que nous proposons à présent est d'étudier la croissance socio-économique et la distribution du revenu en Argentine entre 1950 et 1970 pour mieux saisir les éléments d'une stratégie qui augmente en même temps la croissance et l'égalité. Nous pourrions, au minimum, identifier les stratégies qui produisent une croissance socio-économique en dépit d'une plus grande inégalité et vice-versa.

II – ASYMÉTRIE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Si pendant assez longtemps on a négligé le contexte international dans les analyses du développement, de nombreuses études ne le permettent plus⁴. Ces analyses décrivent le contexte international du développement en termes d'échanges structurés entre pays pauvres et pays riches. On a appliqué le terme « dépendance externe » pour caractériser l'échange inégal international. Les relations causales entre la dépendance externe et le sous-développement font l'objet de nombreuses analyses empiriques⁵. Les conclusions de ces analyses pourront être considérées une fois que nous aurons spécifié les divers aspects de la dépendance externe.

L'échange asymétrique ou inégal de valeurs entre pays constitue l'essentiel de la dépendance externe. En d'autres mots, un échange asymétrique favorise un participant en défavorisant l'autre. Les aspects de l'échange international le plus souvent examinés peuvent être résumés par rapport aux types de biens échangés et aux résultats nets pour les pays participants.

-
3. I. ADELMAN, « Growth Income Distribution and Equity-oriented Development Strategies », *World Development* 3, nos 2 et 3, février-mars 1975, pp. 67-76.
 4. A. G. FRANK, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America: Historical Studies of Chile and Brazil*, London, Penguin Books, 1971 ; T. DOS SANTOS, « The Structure of Dependence », *American Economic Review*, mai 1970, pp. 231-236 ; F. CARDOSO et E. FALETTO, *Dependencia y Desarrollo en América Latina*, Mexico, 1970, siglo XXI ; O. SUNKEL, « Politique nationale de développement », *Revue d'économie appliquée* 22, 1969.
 5. L. R. ALSCHULER, « Satellization and Stagnation in Latin America », *International Studies Quarterly* 20, n° 4, mars 1976, pp. 39-82 ; C. CHASE-DUNN, « The Effect of International Economic Dependence on Development and Inequality: A Cross-National Study », *American Sociological Review* 40, décembre 1975, pp. 720-738 ; W. TYLER and J. WOGART, « Economic Dependence and Marginalization: Some Empirical Evidence », *Journal of Inter-American Studies and World Affairs* 15, n° 1, février 1973, pp. 36-45 ; R. KAUFMAN, D. GELLER et H. CHENOTSKY, « A Preliminary Test of the Theory of Dependency », *Comparative Politics* 7, n° 3, avril 1975, pp. 303-330.

TABLEAU I
Échanges asymétriques

Bien échangé	Pays dominant		Pays dépendant	
	Forme de l'échange	Résultat net	Forme de l'échange	Résultat net
Capital	a) investissements	a) capitalisation	a) rapatriement de profits à l'étranger	a) décapitalisation
	b) aide, prêts	b) hégémonie financière	b) paiements d'amortissements et d'intérêts	b) dépendance financière
Technologie	technologie	hégémonie technologique	royautés, prix de brevets et licences payés	dépendance technologique
Produits	exportations de produits manufacturés	balance commerciale favorable	exportations de matières premières	balance commerciale défavorable

Pour revenir maintenant aux analyses empiriques ci-dessus mentionnées, quelle est l'influence de l'échange asymétrique sur le développement des pays dépendants ? Les analyses effectuées sur les pays latino-américains soutiennent, en général, la conclusion que plus un pays est dépendant, moins le sont son niveau de production et son taux de croissance socio-économique. Les résultats de ces analyses sur l'ensemble des pays latino-américains sont confirmés également dans une analyse diachronique de l'Argentine entre 1950 et 1970⁶. Cette dernière étude relie trois formes de dépendance commerciale (degré de concentration de partenaires de commerce, degré de concentration de marchandises exportées, position dans la division internationale du travail) avec le taux de croissance du PIB par habitant et de l'industrialisation de la force de travail. Dans le cas argentin aussi, la dépendance externe freine la croissance socio-économique. Il n'y a donc aucune raison de croire que l'Argentine constitue une exception à la conclusion généralement valide pour l'Amérique latine, mentionnée ci-dessus.

Cependant, ces conclusions, quoique consistantes, laissent relativement inexploré l'autre aspect essentiel du développement : l'égalité. Les analyses qui trouvent, en fait, une association inverse entre la dépendance externe et l'égalité,

6. L. R. ALSCHULER, « Asymetry and Asynchrony in Argentine Development : 1950-1970 », *Bulletin* 31, Sociologisches Institut der Universität Zürich, Departamentó de Sociologia de la Fundación Bariloche, juillet 1975, pp. 1-55.

en proposent malheureusement peu d'explications approfondies⁷. Ces lacunes, il me semble, sont dues au fait qu'on a analysé l'influence indirecte de la dépendance externe sur le sous-développement sans tenir compte de l'influence directe d'une infrastructure de la dépendance.

C'est avec raison que Bodenheimer⁸ dit que la dépendance externe impose des limites aux possibilités du développement en Amérique latine, mais qu'en fait la cause directe du sous-développement est l'infrastructure de la dépendance créée et renforcée par la dépendance externe. L'infrastructure de la dépendance est composée de classes clientèles qui 1) ont un intérêt acquis dans le système international existant, 2) fonctionnent pour les intérêts étrangers, 3) bénéficient d'une position privilégiée et hégémonique à l'intérieur de leur pays, 4) et sont soutenues par l'appui économique, politique et militaire étranger⁹. Cette classe clientèle inclut les secteurs de la bureaucratie de l'État, des classes moyennes, des élites professionnelles, « entrepreneurielles », et intellectuelles dont les intérêts, les comportements, et les positions privilégiées dérivent de leurs liens avec les intérêts étrangers¹⁰. Si la dépendance externe ne peut pas se perpétuer sans la présence des classes clientèles¹¹ et si la dépendance externe est une cause du sous-développement, il nous incombe de déceler cette infrastructure en Argentine.

III – ASYNCHRONIE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT EN ARGENTINE

Dans le but de découvrir une stratégie du développement en Argentine qui favorise en même temps *et* la croissance socio-économique *et* l'égalité, nous verrons plus tard le rôle des classes dirigeantes, clientélistes ou non. À présent, c'est la nature asynchrone du développement argentin que nous allons aborder. Le problème de trouver une stratégie optimale serait simple si la croissance socio-économique et l'égalité variaient directement au cours de l'histoire récente argentine. Il serait question d'identifier la période où le niveau socio-économique et d'égalité était le plus élevé, et, par la suite, d'étudier la stratégie dominante à ce temps-là. Pourtant, ce qui rend la tâche difficile est justement une corrélation inverse entre le niveau socio-économique et le niveau d'égalité. Ceci implique une incompatibilité entre ces deux objectifs qui produit un décalage entre eux, tantôt favorisant le niveau socio-économique aux dépens de l'égalité, tantôt le contraire. C'est précisément ce décalage que nous appelons « un développement asynchrone¹² ». Le problème se définit alors autour de la question suivante : quelles sont les stratégies et conditions qui défavorisent un développement synchrone ?

7. Voir TYLER et WOGART, *op. cit.* et CHASE-DUNN, *op. cit.*

8. S. BODENHEIMER, « Dependency and Imperialism : The Roots of Latin American Underdevelopment », *Politics and Society* 1, n° 3, mai 1971, pp. 327-357 ; ici, p. 335.

9. *Ibid.*, p. 337.

10. *Ibid.*, p. 338.

11. *Ibid.*, p. 338.

12. L'asynchronie a été définie différemment dans une analyse antérieure : voir ALSCHULER, « Asymmetry and Asynchrony... », *op. cit.*

La réponse à ces deux questions doit rester en suspens jusqu'à ce que nous ayons décrit adéquatement la problématique de l'asynchronie en Argentine. Pour ce faire nous devons définir tout d'abord « le niveau socio-économique » et « l'égalité » et ensuite démontrer la relation empirique existant entre ceux-ci.

Grâce à une littérature très vaste en science économique, nous pouvons définir ce « niveau socio-économique » sans être trop arbitraire. L'indice très souvent utilisé à cette fin est « le produit interne brut par habitant ». Celui-ci estime la valeur de tous les biens et services produits sur le territoire argentin (national) en un an, divisée par le nombre d'habitants¹³. Ce n'est pas une mesure de la distribution du revenu national réelle mais plutôt potentielle. Par référence au concept de développement présenté tout au début de ce travail, cet indice mesure les ressources potentiellement disponibles pour chaque individu pour la réalisation de son humanisation (« individuation », conscientisation). L'indice ne précise évidemment ni comment ce revenu est distribué, ni comment il est produit, ni s'il est utilisé pour humaniser les individus qui le perçoivent. Une deuxième mesure complète certaines de ces déficiences.

Un second aspect du niveau socio-économique est l'industrialisation, ou plus spécifiquement, la concentration d'activité économique dans les secteurs secondaires et tertiaires. Au lieu d'identifier la contribution en pourcentage de ces deux secteurs au revenu national, nous préférons estimer la distribution de la force de travail salariée entre les trois secteurs. Ce second choix indique plus que l'autre les occupations auxquelles participent la majorité des *individus*. Quoique la satisfaction qu'ils en retirent n'est pas mesurable par cet indice, on suppose que les occupations dans les secteurs secondaires et tertiaires sont préférables à celles du secteur primaire, surtout à cause des conditions de travail, les salaires, la sécurité d'emploi et l'opportunité pour des promotions.

La classification d'occupations par secteur suit le schéma officiel de l'Organisation internationale du travail (OIT) :

<i>Secteurs</i>	<i>Occupations</i>
primaire	agriculture, foresterie, chasse, pêche, mines et carrières
secondaire	manufacture, construction
tertiaire	électricité, gaz, eaux, services sanitaires, commerce, transport, entreposage, communications, services gouvernementaux et autres

13. Parmi les données disponibles on a choisi le PIB au prix du marché, en prix constants de 1960. Ceci contrôle l'effet de l'inflation et rend comparable la signification d'un peso constant en termes du pouvoir d'achat.

Afin de résumer la distribution de la population économiquement active entre ces trois secteurs, nous avons créé l'indice suivant :

la médiane de la distribution a été calculée en déléguant les valeurs suivantes : 1 = primaire, 2 = secondaire, 3 = tertiaire. La formule utilisée pour calculer la médiane est la suivante :

$$\text{médiane} = \text{lim} + \frac{N/2 - F}{f} i$$

où :

lim = la limite inférieure de l'intervalle qui contient la médiane

N = nombre total de personnes occupées

F = fréquence cumulative de personnes qui correspond à la limite inférieure

f = nombre de personnes dans l'intervalle qui contient la médiane

i = l'ampleur de l'intervalle qui contient la médiane (ici toujours = 1).

Conformément à cette mesure, plus la valeur est élevée, plus la structure occupationnelle est industrialisée. Pris ensemble, le PIB par habitant et l'industrialisation indiquent deux aspects conceptuellement distincts du « niveau socio-économique ». Nous pouvons maintenant considérer l'autre élément essentiel du concept de « développement », notamment « l'égalité ».

On peut trancher la question d'égalité de plusieurs façons selon ce qu'on distribue (terre, revenu, santé, éducation, etc.) et aussi selon l'unité sociale qui le reçoit (classes, secteurs, régions, ethnies, etc.). Ici, nous nous voyons limité dans ce choix, surtout par les données disponibles. Nous trancherons la question en considérant la distribution du revenu national (PIB) par classes sociales. Plus spécifiquement, nous divisons la population totale entre les salariés occupés et leurs dépendants, d'une part, et le reste de la population (non salariés et chômeurs et leurs dépendants), d'autre part.

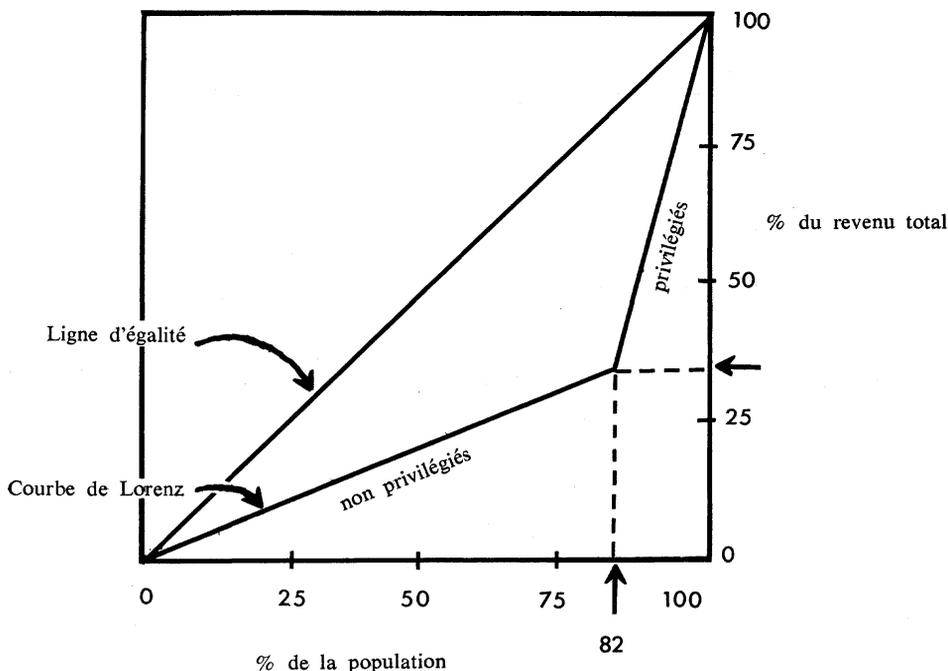
La population non salariée comprend les professionnels, les commerçants indépendants et les cadres. C'était nécessaire d'agréger les chômeurs aux non salariés à cause de l'imprécision des données disponibles. Le résultat de cette agrégation est une sous-estimation de la richesse des non salariés et donc une estimation conservatrice du niveau d'égalité. Une mesure d'inégalité assez révélatrice s'appelle « le quotient de discrimination » et il se calcule comme le

pourcentage des valeurs dont dispose une catégorie d'individus, divisé par le pourcentage de la population qu'ils représentent. Notre formule est la suivante :

$$\text{le quotient de discrimination} = \frac{\text{salaires comme \% du PIB}^{14}}{\text{salariés comme \% de la population}^{15}}$$

Nous pouvons illustrer cette mesure comme élément d'une courbe de Lorenz où l'inclinaison de la courbe est le quotient de discrimination pour cette partie de la population qui se trouve sous la partie correspondante de la courbe. La ligne d'égalité, où chaque pourcentage de la population reçoit moins de 1% du revenu (où la courbe a une inclinaison de moins de 1,0) n'est pas privilégiée. Nous estimons, par exemple, qu'en 1960 les salariés et leurs dépendants représentaient 82% de la population argentine et disposaient de 32% du revenu national. À partir de ces chiffres on calcule le quotient de discrimination comme 0,39 pour les salariés. Une partie de la population où chaque pourcentage reçoit plus de 1% du revenu (où la courbe a une inclinaison de plus de 1,0) est considérée comme privilégiée. La partie privilégiée de la population (18%) qui dispose de 68% du revenu a un quotient de 3,8.

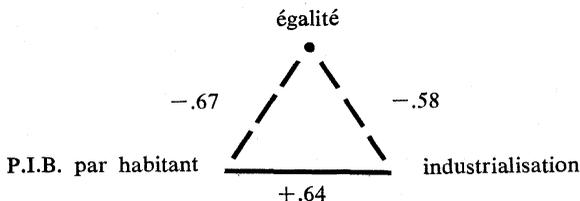
GRAPHIQUE 1

Inégalité en 1960

14. Le PIB est mesuré en prix du marché, en prix constants de 1960.

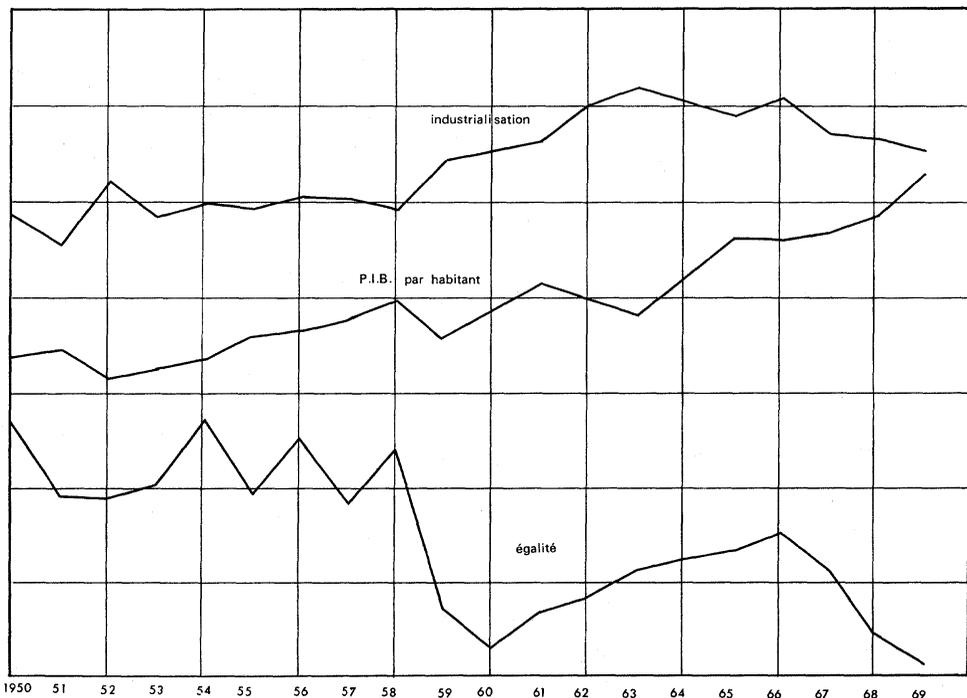
15. On estime que chaque salarié fait vivre deux personnes inactives, donc on ajoute deux à chaque salarié ; F. GÈZE et A. LABROUSSE, *Argentine : Révolution et contre-révolution*, Paris, Éd. du Seuil, 1975, p. 109.

Ayant défini deux mesures du niveau socio-économique et une mesure du niveau d'égalité, nous pouvons décrire et commenter leurs associations empiriques pour la période 1950-1970. Les corrélations « Pearson » entre ces trois mesures calculées sur les vingt années sont :



Comme nous le voyons dans le graphique n° 2 ci-dessous, pour la période entière, le niveau socio-économique augmente aux dépens du niveau d'égalité, et vice-versa. Il est évident qu'à partir de la chute de Péron en 1955 l'Argentine éprouve des périodes de plus en plus inégalitaires mais généralement plus prospères. En dépit de ces associations empiriques assez fortes pour toute la période 1950-1970, des variations considérables restent cachées à l'intérieur de périodes beaucoup plus courtes. Ces variations correspondent aux changements de régimes et de politiques économiques, ce dont nous allons nous préoccuper dans la partie suivante de ce travail.

GRAPHIQUE 2

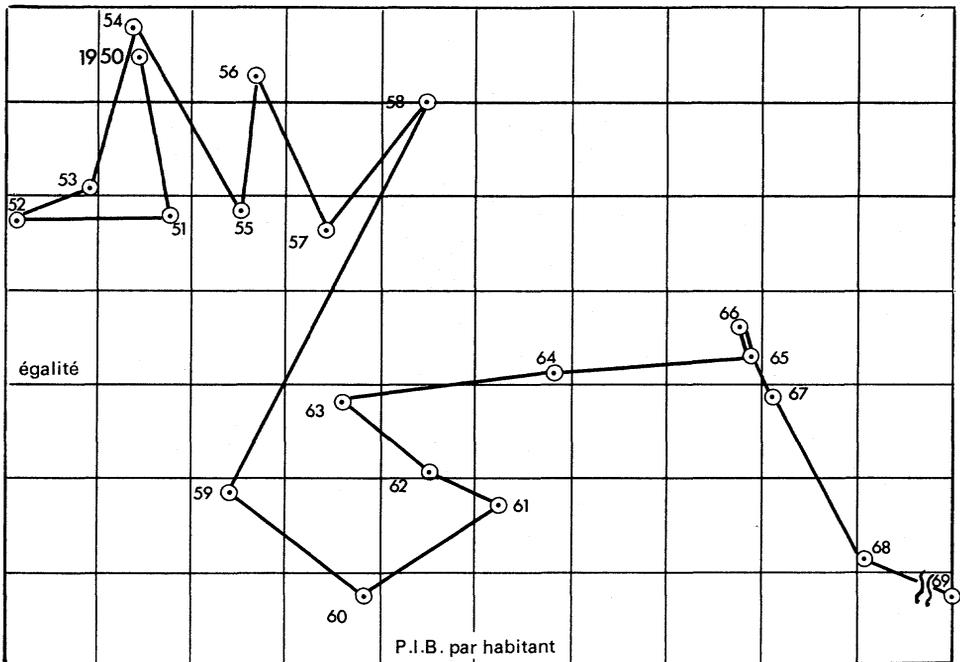


IV – ASYMÉTRIE, ALLIANCES DE CLASSES, ET ASYNCHRONIE

Encore une fois, nous revenons à la question de base de ce travail : comment composer les éléments d'une stratégie qui permette à l'Argentine de perpétuer une croissance socio-économique qui soit à la fois égalitaire ? Nous nous proposons d'examiner l'alliance de classes et sa stratégie pour deux périodes de tendances opposées. Nous fondons cette analyse, d'une part, sur les données qui se trouvent dans les graphiques n^{os} 3 et 4, où l'on voit la relation entre égalité et industrialisation et, d'autre part, entre égalité et revenu par habitant. Les périodes saillantes et leurs tendances sont les suivantes :

GRAPHIQUE 3

Relation entre égalité et revenu par habitant



GRAPHIQUE 4

Relation entre égalité et industrialisation

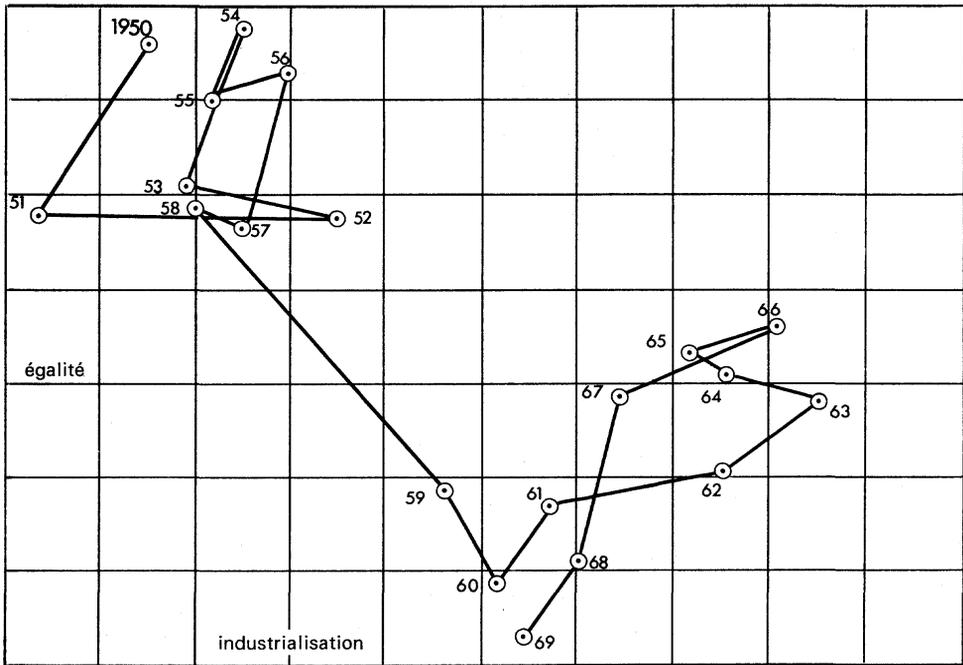


TABLEAU II

Périodes saillantes et tendances

Périodes		Changements		
		égalité	industrialisation	PIB/pop.
1950-55	Gouvernement de Péron	-/+/-	0	0
1955-59	La révolution libératrice	-	+	+/-
1959-62	Le gouvernement de Frondizi	-/+	+	+/-
1963-66	Le gouvernement radical du peuple	+	-	+
1966-69	La révolution argentine	--	-	+

N.B. Les signes ont les significations suivantes :
 (-) diminution, (+) augmentation, (0) stagnation,
 (-/+) diminution suivie d'augmentation.

Le cadre théorique présent dérive d'une association étroite entre l'asymétrie des échanges internationaux et l'asynchronie du développement en Argentine, en signalant toutefois le rôle clé joué par l'alliance de classes au pouvoir (voir la discussion précédente sur l'infrastructure de la dépendance). Il nous reste maintenant la tâche de démontrer comment les classes au pouvoir par leurs politiques économiques influencent *et* l'asymétrie *et* l'asynchronie. Nous effectuerons cette démonstration au moyen d'une comparaison entre deux régimes quasiment opposés dans leur choix de stratégie de développement : le gouvernement de Péron (1950-55) et la « Révolution argentine » (1966-69). Nous examinerons de près les instruments politico-économiques de dévaluation, contrôle du change, contrôle des importations et exportations, crédit, et contrôle des investissements étrangers.

A – Le gouvernement de Péron (1950-1955)

L'alliance de classes, sous le régime péroniste, était composée de la classe ouvrière, des petits et moyens entrepreneurs nationaux du secteur industriel, et des militaires¹⁶. Ce régime dans sa stratégie globale visait à l'industrialisation par la substitution d'importations de biens de consommation non durables. Le désir de la part des entrepreneurs nationaux de produire pour un marché interne, étant donné que leurs prix n'étaient pas compétitifs dans le marché international, exigeait un élargissement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Cette exigence coïncidait avec les revendications de la classe ouvrière pour une augmentation de salaires. Le mode d'accumulation envisagé par les entrepreneurs nationaux se basait sur la plus-value absolue (par augmentation du nombre des ouvriers), ce qui devait alimenter les investissements futurs¹⁷. Pour financer les importations de carburants, de matières premières et de biens de capital intermédiaires, le gouvernement a transféré une grande partie des devises étrangères qui résultaient des exportations agricoles au secteur industriel. La création d'une économie industrielle autonome, non seulement devait bénéficier aux entrepreneurs nationaux et à la classe ouvrière, mais aussi coïncidait avec les intérêts des militaires pour établir des industries lourdes et d'armements. Cette coïncidence d'intérêts a solidifié la stratégie du développement péroniste dont nous examinerons les instruments fondamentaux ci-dessous.

Un instrument clé, qui a été l'un des premiers à être démantelés après le coup d'État en 1955, était le contrôle des exportations agricoles au moyen de l'Institut argentin pour la promotion des échanges (I.A.P.I.). Cet organisme officiel de l'État exerçait son monopole de toute la production agricole en achetant les produits à prix bas et en les revendant au prix élevé sur le marché international. L'excédent ainsi obtenu était destiné au financement de

16. M. P. RAMOS, *Étapes de acumulación y alianzas, de clases en la Argentina (1930-1970)*, Buenos Ayres, 1973, siglo XXI, pp. 98-102 ; J. NIOSI, *Les entrepreneurs dans la politique argentine : 1955-1973*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1973, p. 50.

17. GÈZE et LABROUSSE, *op. cit.*, p. 67.

l'équipement industriel¹⁸ et des comptes courants, spécialement pour les augmentations de salaires. Les devises étrangères qui devaient normalement revenir aux exportateurs étaient vendues aux entrepreneurs industriels pour les importations de biens de capital intermédiaires et de combustibles. On a, de cette façon, réduit la fuite des devises pour l'achat de produits de luxe, une propension de l'oligarchie terrienne.

D'autres politiques économiques qui se trouvent coordonnées avec le monopole des exportations par l'I.A.P.I. renforcent son impact. La politique de crédits est passée sous le contrôle direct de l'État qui a fondé une Banque de crédit industriel et nationalisé la Banque centrale. Cette dernière, au moyen de son contrôle du change, a nettement favorisé le secteur industriel de petites et moyennes entreprises. Un taux de change élevé, tout au contraire d'une dévaluation, a permis l'importation assez facile de biens de capitaux intermédiaires pour ce secteur industriel. La Banque centrale a également créé des taux de change préférentiels qui favorisaient les importations très nécessaires pour l'industrie mais en même temps empêchaient l'épuisement des devises étrangères pour les achats dans d'autres catégories d'importations. La Banque de crédit industriel a permis aux petites et moyennes entreprises de faire face à leurs besoins d'importations et d'augmenter le personnel employé. Nous devrions tenir compte de la nature de ces entreprises pour apprécier les conséquences de ce crédit. Elles sont généralement de faible composition organique de capital et visent à une accumulation par l'augmentation de la plus-value absolue, et non de la plus-value relative comme nous le verrons sous le régime militaire à partir de 1966.

La politique de nationalisation, en dehors du secteur bancaire, s'étend au secteur des services publics (ferroviaire, commercialisation et régulation des exportations, téléphones, etc.). Ces nationalisations, dans chaque cas, servent à augmenter le revenu de l'État, le contrôle des prix et, par conséquent, à redistribuer les crédits au secteur industriel. Liées directement à la politique de nationalisation sont celles de la protection douanière et du contrôle des investissements étrangers. Cette première était destinée à limiter la concurrence étrangère de produits manufacturés face aux manufactures plus coûteuses d'origine locale. Et finalement, la loi créée en 1953 sur l'investissement étranger dans l'industrie limitait le taux de bénéfices rapatriés à huit pour cent¹⁹.

Quels sont alors les effets de ces instruments sur l'asymétrie et l'asynchronie ? Quant à l'égalité des revenus, on y voit un transfert de richesses du secteur agraire à la classe ouvrière, d'abord au moyen du financement par l'État des comptes courants des entreprises destinés aux augmentations de salaires. Ensuite, on constate une hausse du pouvoir d'achat des salariés dans la consommation de produits alimentaires dont les prix sont alors contrôlés par le monopole de l'I.A.P.I. Quant à la croissance socio-économique, ce transfert

18. NIOSI, *op. cit.*, p. 52.

19. NIOSI, *op. cit.*, p. 54.

de ressources du secteur agricole au secteur industriel a permis l'augmentation de l'emploi industriel et l'accumulation de capital investissable. Cette politique économique incorporée dans l'ensemble devait donc réduire ou éliminer l'asynchronie du développement mais, pour les raisons que nous allons mentionner ci-dessous, ceci n'a pas été atteint. Les graphiques 3 et 4 indiquent clairement que le régime péroniste a maintenu un haut niveau d'égalité aux dépens d'un niveau peu élevé socio-économique.

Cette même politique a également servi à réduire certaines relations asymétriques entre l'Argentine et le reste du monde. Jusqu'en 1952 le monopole de l'État des exportations et les contrôles douaniers ont pu maintenir une balance commerciale positive, réduisant ainsi la dépendance commerciale. Mais à cause du *dumping* du blé américain sur le marché international, la réduction des surfaces cultivées par l'oligarchie terrienne et les sécheresses en Argentine, cette balance est devenue négative. Les nationalisations et le contrôle des investissements étrangers ont généralement diminué la dépendance du capital étranger. Mais, encore une fois, la chute de la valeur des exportations agricoles a créé un besoin de prêts étrangers pour financer les importations. « Les intérêts correspondant à ces emprunts n'étaient pas inférieurs aux services des investissements rachetés²⁰ ». La dépendance du capital étranger a donc été transformée en dépendance financière. En somme, cette stratégie du développement semble avoir réduit la dépendance technologique et de capital étranger en aggravant la dépendance commerciale et financière²¹. Comme Niosi l'a remarqué²², cette situation met en évidence la vulnérabilité d'une stratégie d'industrialisation basée sur l'exportation d'un nombre limité de produits agricoles. Nous passerons maintenant à l'analyse d'une stratégie du développement presque diamétralement opposée.

B – La révolution argentine (1966–1969)

L'alliance de classes sous le régime militaire à partir de 1966 était composée à peu près des éléments exclus du régime péroniste, notamment la grande bourgeoisie industrielle, le capital étranger et les militaires. La stratégie globale du régime visait à l'industrialisation lourde dont une partie importante des produits manufacturés serait destinée à l'exportation. Le désir de la part de la grande bourgeoisie industrielle de produire pour un marché externe exigeait un fort taux d'investissement en biens de capital très avancés technologiquement. Cette exigence coïncidait avec le besoin des capitalistes des pays industrialisés d'investir à l'étranger dans le secteur industriel. Le mode d'accumulation envisagé par la grande bourgeoisie se basait sur la plus-value relative, c'est-à-dire sur l'augmentation de la capacité productive des travailleurs²³. Tout comme sous le régime péroniste, on comptait sur les exportations agricoles et en plus sur

20. NIOSI, *op. cit.*, p. 54.

21. RAMOS, *op. cit.*, p. 48.

22. NIOSI, *op. cit.*, p. 52.

23. GÈZE et LABROUSSE, *op. cit.*, p. 67.

les investissements étrangers pour payer les importations de biens de capital, de technologie et de combustibles. Nous voyons déjà que l'alliance de classes, les objectifs, et la stratégie globale diffèrent ici considérablement de ceux du régime péroniste. Nous allons examiner maintenant les instruments principaux de la stratégie du développement des militaires.

Si, sous le gouvernement de Péron, l'instrument clé était le monopole de l'État sur les exportations agricoles, sous le gouvernement militaire, par contre, l'instrument clé était la dévaluation. Tout au contraire de la surévaluation du peso sous le régime péroniste, la dévaluation en 1967 de 40% a rendu plus concurrentielles les exportations agricoles et industrielles. Cette mesure a en même temps rendu plus chères toutes les importations nécessaires à l'industrie. On espérait financer ces importations au moyen des exportations traditionnelles et nouvellement industrielles. À part cette accumulation de devises étrangères, une dévaluation a aussi transféré une partie de la richesse nationale d'un secteur à un autre. Toutes les dévaluations effectuées avant celle de 1967 ont suivi le processus suivant. Il faut d'abord voir la dévaluation comme mécanisme principal inflationniste en Argentine²⁴. L'effet immédiat d'une dévaluation est une hausse des prix de produits agricoles, à peu près proportionnellement au taux de la dévaluation. Les prix des produits industriels qui utilisent des entrants importés augmentent proportionnellement au résultat de la multiplication du pourcentage de dévaluation par la proportion dans laquelle les entrants importés contribuent au produit final²⁵. Le taux d'inflation supérieur pour les produits agricoles effectue un transfert de revenu en faveur des producteurs agricoles et aux dépens des salariés, étant donné que ces derniers sont les consommateurs principaux de ces produits²⁶. Tenant compte de l'effet habituel d'une dévaluation, nous remarquons comment les militaires en 1967 ont court-circuité l'oligarchie terrienne. Le gouvernement a « établi des prélèvements sur les exportations [agricoles] équivalents au pourcentage de la dévaluation, de sorte que ce fut l'État qui s'appropriera ces revenus²⁷ ».

Malgré une inflation de prix immédiate, la dévaluation visait à une stabilité monétaire et à une équilibrage de la balance des paiements. La tactique employée par le régime pour atteindre ces objectifs consistait en l'élimination progressive des entreprises de basse productivité. En réduisant le nombre de ces entreprises – généralement les petites et moyennes entreprises nationales étant très productives et dépendant considérablement des importations de biens de capital intermédiaires –, on voulait limiter l'inflation des coûts de production industrielle et rectifier la balance commerciale. En fait, cette tactique favorisait la grande entreprise industrielle technologiquement très avancée (forte composition organique du capital) qui devenait de plus en plus liée au capital étranger et à la technologie importée. Le résultat net était donc la dénationali-

24. RAMOS, *op. cit.*, p. 129.

25. O. BRAUN, *El capitalismo argentino en crisis*, Buenos Aires, 1973, p. 20.

26. *Ibid.*

27. NIOSI, *op. cit.*, p. 164.

sation de l'industrie et la concentration industrielle. Nous verrons ci-dessous comment la dévaluation, les nouvelles politiques douanières et créditaires ont contribué à ce résultat.

La dévaluation a augmenté les dettes à l'extérieur des petites et moyennes entreprises nationales dont le financement des sources locales était difficile²⁸. La nouvelle politique de crédit s'orientait vers les entreprises plus productives et donc par conséquent a contribué à l'élimination des entreprises nationales. La nouvelle politique douanière enlevait presque toute protection contre l'importation d'articles manufacturés²⁹. Encore une fois, seules les entreprises plus avancées technologiquement et disposant de financement étranger pouvaient survivre. Les petites et moyennes entreprises nationales avaient un choix limité entre la faillite et l'association croissante avec le capital étranger³⁰.

Sans nous étendre davantage dans la description de la stratégie du développement sous la « révolution argentine », nous allons évaluer son impact sur l'asymétrie et l'asynchronie. Certains effets des instruments liés à la dévaluation font croître la dépendance argentine sans aucun doute. La dépendance technologique semble quasiment un résultat planifié, étant donné l'absence d'un programme appuyé par le gouvernement dans le domaine de la recherche fondamentale. La balance commerciale, étant généralement positive durant cette période, n'enlève pas cependant la dépendance d'un nombre limité d'exportations pour financer les importations nécessaires à l'industrie. La dépendance du capital étranger augmente, même si l'origine de ce capital vient, le plus souvent, du réinvestissement d'entreprises étrangères déjà en Argentine³¹. La dépendance précaire des exportations et la dépendance technologique entraînent une troisième forme : la dépendance financière. Celle-ci est témoignée par la dette privée et publique croissante.

La stratégie du régime militaire a eu également des effets prononcés sur l'asynchronie du développement. Le transfert du revenu du secteur agraire et des salariés à la grande industrie, grâce à la politique de dévaluation, a permis, d'une part, une croissance du PIB par habitant et, d'autre part, une diminution de l'industrialisation de la force du travail et une diminution de l'égalité des revenus. Cette asynchronie, très évidente dans les graphiques 3 et 4, résulte du mode d'accumulation utilisé pendant cette période, notamment la plus-value relative. En favorisant les industries technologiquement avancées au détriment des industries très productives dont le nombre a été fort réduit sous ce régime, on a réduit la capacité d'absorption de la main-d'œuvre dans l'industrie³². La chute de l'indice de l'industrialisation du travail serait même plus accentuée si on éliminait le sous-emploi déguisé dans le secteur tertiaire³³.

28. RAMOS, *op. cit.*, p. 137.

29. NIOSI, *op. cit.*, p. 166.

30. RAMOS, *op. cit.*, p. 137.

31. NIOSI, *op. cit.*, p. 170.

32. RAMOS, *op. cit.*, p. 145.

33. *Ibid.*, p. 146.

Quant à l'inégalité croissante durant cette période, on voit qu'elle est due aux politiques dévaluationnistes qui, premièrement, ont transféré une partie des revenus des salariés à la grande bourgeoisie industrielle par un processus inflationniste, et qui, deuxièmement, ont éliminé un grand nombre de petites et moyennes entreprises qui étaient justement la source principale de revenu pour les salariés industriels.

V – CONCLUSION

Tout au début de ce travail nous avons défini le développement comme de hauts niveaux socio-économiques et d'égalité maintenus simultanément. À la suite d'une analyse empirique du cas argentin entre 1950 et 1970, nous avons constaté un décalage entre ces deux composantes que nous avons appelées « asynchronie ». Cette asynchronie révèle que, tantôt l'égalité est haute et le niveau socio-économique est bas, tantôt le contraire. À la recherche d'une explication de cette asynchronie nous avons fait référence à diverses études qui proposent des relations causales entre la dépendance externe et le niveau socio-économique. Si ces études affirment généralement une relation négative, elles laissent plutôt inexploré l'impact de la dépendance sur l'inégalité. Les échanges asymétriques internationaux qui caractérisent la dépendance externe persistent et influencent le développement grâce aux classes clientèles. Afin d'explorer cette dernière proposition, nous avons comparé les alliances de classes et les stratégies du développement de deux régimes de tendances fort opposées : le gouvernement de Péron (1950-55) et la « révolution argentine » (1966-69).

Les résultats de cette analyse comparée peuvent se résumer dans le schéma suivant :

		ASYNCHRONIE	DÉVELOPPEMENT
haute	ÉGALITÉ	régime péroniste : classes clientèles minimum, dépendance partielle	
basse		SOUS- DÉVELOPPEMENT	ASYNCHRONIE régime militaire : classes clientèles maximum, dépendance extrême
		bas	haut
		NIVEAU SOCIO-ÉCONOMIQUE	

La politique économique des classes clientèles sous le régime militaire maintient une dépendance extrême qui a comme conséquence une croissance socio-économique inégalitaire (une croissance au moins du PIB par habitant). Sous le régime péroniste, par contre, l'alliance de classes plutôt nationale met en marche une politique économique autonomiste qui produit une stagnation égalitaire. Une nouvelle tentative de développement synchronique pourrait tenter de réorienter davantage vers le marché interne l'oligarchie terrienne et la grande bourgeoisie industrielle. Un tel virement nationaliste pourrait mieux répondre aux revendications salariales de la classe ouvrière et aux revendications protectionnistes des petites et moyennes entreprises nationales. Cette intraversion de l'économie pourrait créer un climat politique de confiance où ces deux derniers groupes seraient davantage prêts à adoucir leurs revendications futures. Le pendule qui se déplace entre les deux formes extrêmes d'asynchronie pourrait ainsi diminuer son amplitude.